

SOMMAIRE

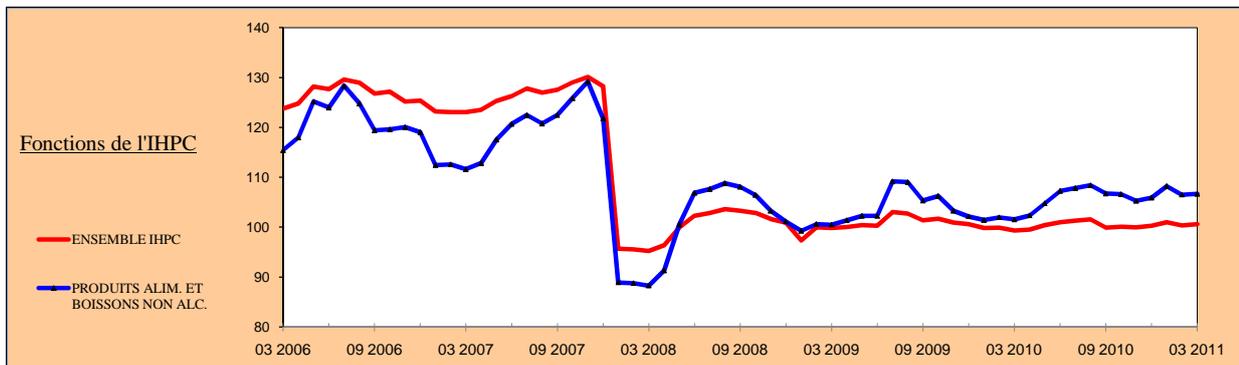
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le premier trimestre 2011 a connu, comparativement au trimestre précédent, une légère hausse des prix à la consommation (+0,5%), une baisse générale des prix des céréales, une hausse des prix des bovins et une baisse globale des prix des petits ruminants. Quant à l'industrie, elle a connu une hausse globale des activités au dernier trimestre 2010.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	99,7	100,3	100,9	100,1	100,6	0,5%	1,0%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	101,6	104,8	107,6	105,9	107,1	1,1%	5,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	97,2	96,0	98,1	99,7	97,2	-2,5%	0,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,0	100,1	100,1	100,1	100,2	0,1%	0,2%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	103,1	100,3	101,2	104,1	103,1	-0,9%	0,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,2	98,2	98,2	98,3	0,1%	0,1%
SANTE	99,7	99,8	99,8	99,8	100,2	0,5%	0,5%
TRANSPORTS	96,0	96,0	97,7	98,7	98,9	0,3%	3,0%
COMMUNICATION	87,3	85,2	72,1	63,4	64,5	1,7%	-26,1%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,9	98,8	98,7	98,9	99,0	0,2%	0,1%
ENSEIGNEMENT	102,0	102,0	102,0	102,5	102,5	0,0%	0,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	102,7	101,5	103,1	103,4	104,0	0,6%	1,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,6	101,7	101,7	101,6	102,0	0,3%	0,3%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Au premier trimestre de 2011, on a noté une hausse de (1%) de l'indice des prix à la consommation par rapport au même trimestre de 2010. En glissement trimestriel, cet indice qui connaît généralement une situation de baisse en cette période (-0,7% en 2005, -0,9% en 2006 et -2,2% en 2007) a enregistré une hausse de 0,5%.

Par rapport au premier trimestre 2010, à l'exception du poste "communication" dont les prix ont énormément chuté (-26,1%), tous les autres postes de consommation ont enregistré une hausse ou une stabilité du niveau des prix. La hausse de 1% s'explique essentiellement par l'envolée des prix des produits alimentaires (+5,4%) et des services de transport (+3%), créant une situation de vie chère.

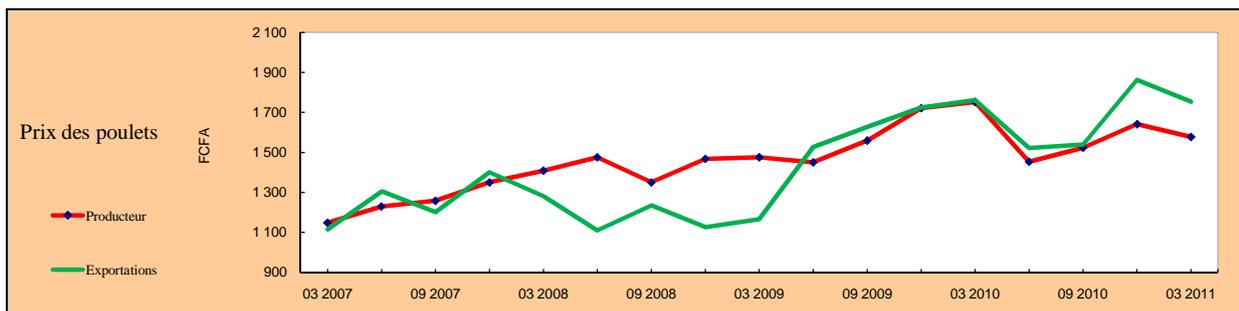
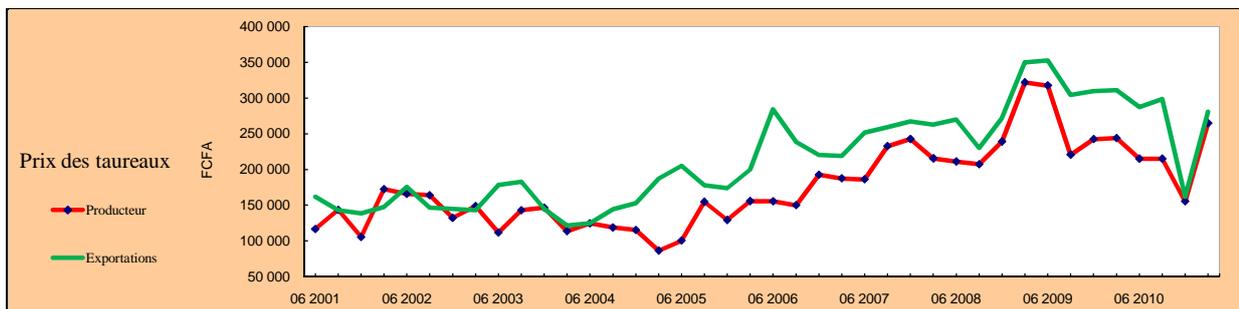
En glissement trimestriel, le renchérissement des produits alimentaires (+1,1%) et la hausse des coûts de communication (+1,7%) expliqueraient la légère hausse de 0,5% du niveau général des prix à la consommation.

NB: L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu un changement en adoptant une nouvelle base, celle de 2008, à partir du 1er trimestre 2008.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	243 852	215 058	214 985	155 275	264 723	70,5%	8,6%
Prix à l'exportation du taureau	311 258	287 653	298 415	161 567	280 603	73,7%	-9,8%
Prix au producteur du bœlier	51 263	45 241	45 362	78 635	50 853	-35,3%	-0,8%
Prix à l'exportation du bœlier	75 219	75 319	78 521	81 687	60 592	-25,8%	-19,4%
Prix au producteur du bouc	26 521	25 862	26 526	32 520	24 054	-26,0%	-9,3%
Prix à l'exportation du bouc	36 234	35 129	35 896	34 547	34 480	-0,2%	-4,8%
Prix au producteur du poulet	1 752	1 453	1 524	1 641	1 577	-3,9%	-10,0%
Prix à l'exportation du poulet	1 762	1 521	1 539	1 862	1 754	-5,8%	-0,5%
Prix au producteur de la pintade	1 752	1 524	1 628	1 484	1 825	23,0%	4,2%
Prix à l'exportation de la pintade	1 821	1 598	1 652	1 866	1 833	-1,8%	0,7%



PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Le premier trimestre 2011 s'est caractérisé par un déficit alimentaire (raréfaction des pâturages naturelles et une faiblesse des stocks fourragers) et d'eau d'abreuvement. Cela a beaucoup favorisé les mouvements de transhumance et provoqué la hausse des prix de certaines espèces.

Pour ce trimestre, une hausse des prix des bovins a été constatée aussi bien sur les marchés de production que d'exportation. Toutefois, les prix sur les marchés de production ont connu une hausse de 9% et une baisse de 10% sur les marchés d'exportation par rapport au même trimestre de 2010. La hausse des prix s'est accompagnée d'une baisse de la demande à l'exportation des bovins de 4% par rapport au quatrième trimestre 2010. Cependant, la demande comparée à celle du premier trimestre de 2010 a connu une hausse de 41%.

Les prix des petits ruminants ont quant à eux connu une baisse aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel et sur les deux types de marchés. La contraction de la demande extérieure serait à l'origine de cette baisse. En effet, les exportations de petits ruminants ont baissé de 42% par rapport au trimestre précédent et de 16% par rapport à la même période de 2010.

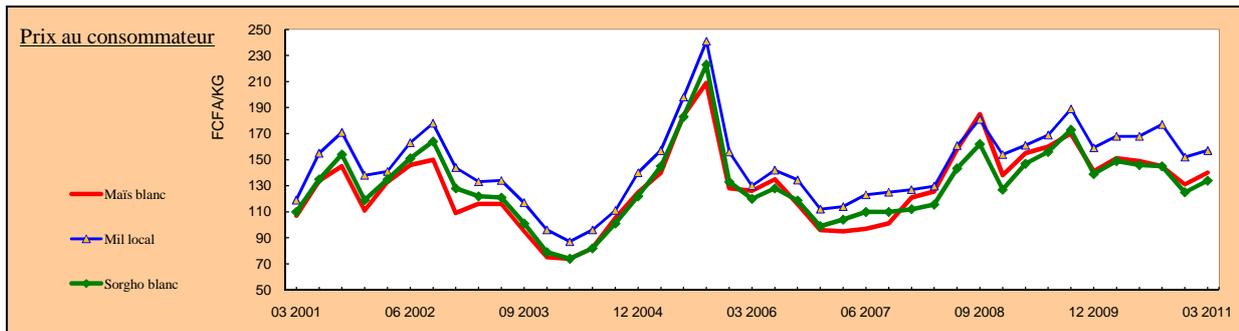
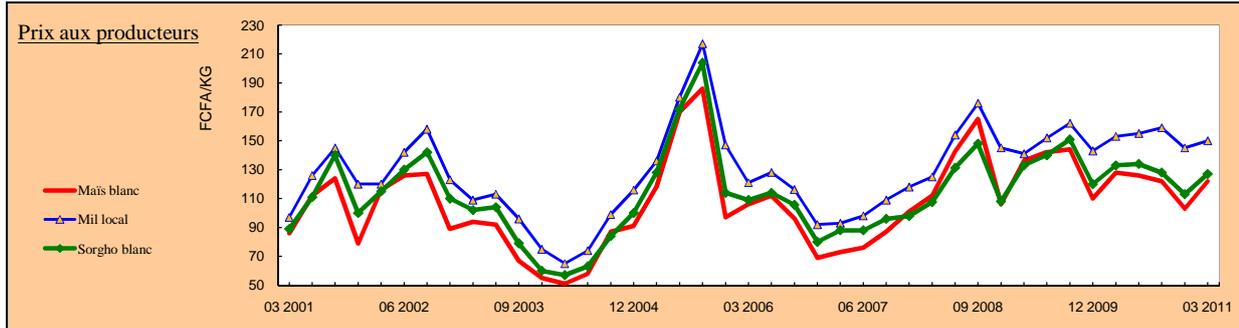
Au niveau de la volaille, les prix au producteur de pintades affichent une hausse par rapport au quatrième trimestre et au même trimestre de 2010 tandis que les prix au producteur et à l'exportation de poules ont baissé. La crise ivoirienne ainsi que la baisse légère (1%) par rapport au trimestre précédent des exportations de volaille en direction du Ghana expliquerait ces niveaux de prix.

NB : Les données analysées proviennent d'un échantillon de marchés.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	128,0	126,0	122,0	103,0	122,0	18,4%	-4,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	151,0	149,0	145,0	131,0	140,0	6,9%	-7,3%
Prix au producteur du mil local	153,0	155,0	159,0	145,0	150,0	3,4%	-2,0%
Prix au consommateur du mil local	168,0	168,0	177,0	152,0	157,0	3,3%	-6,5%
Prix au producteur du sorgho blanc	133,0	134,0	128,0	113,0	127,0	12,4%	-4,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	149,0	146,0	145,0	125,0	134,0	7,2%	-10,1%



Le premier trimestre de l'année 2011 est été marqué par une bonne disponibilité céréalière sur l'ensemble du pays. La bonne gestion des céréales au niveau producteur a permis un bon approvisionnement des marchés tout au long du trimestre. Avec le système de warrantage qui se développe, l'on enregistre toujours une présence de stocks paysans dans les zones de collecte. Il est à noter également au cours de ce trimestre, une faiblesse de la demande céréalière qui pourrait s'expliquer par un bon niveau des stocks ménagés dans les zones structurellement déficitaires (Nord, Sahel) et l'existence d'autres sources de revenus (maraîchage, cultures de contre-saison), mais aussi par la faiblesse des exportations de céréales vers les pays voisins. Concernant l'accessibilité des céréales, les prix ont enregistré des variations à la hausse par rapport au trimestre antérieur, mais demeurent toujours en baisse par rapport à la même période de l'année passée.

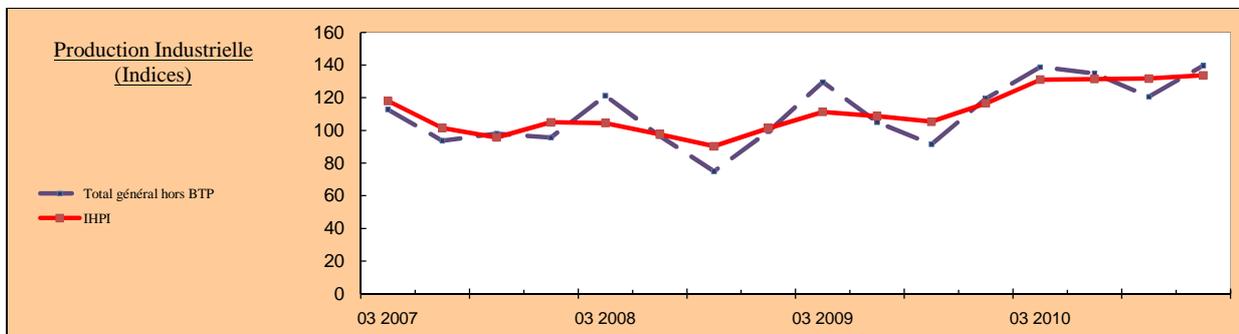
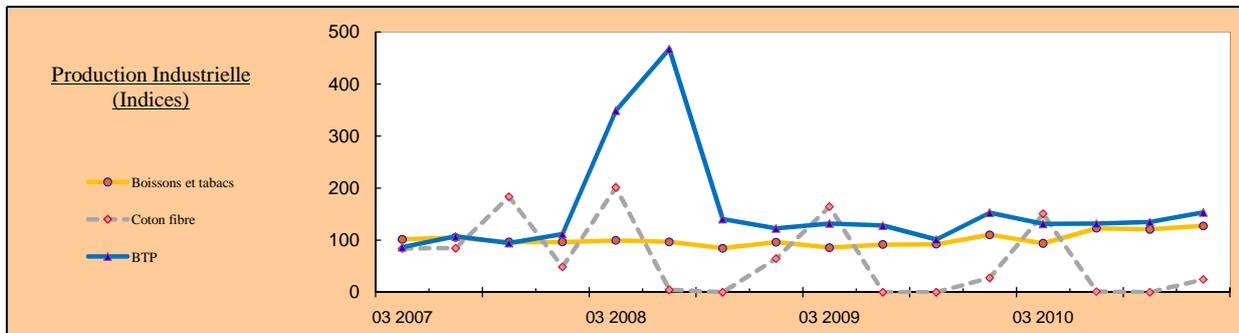
Sur les marchés de collecte, les prix moyens des principales céréales ont enregistré des hausses par rapport au trimestre passé (18%, 3% et 12% respectivement pour le maïs blanc, le mil local et le sorgho blanc). Par contre, par rapport à la même période de l'année 2010, ces prix sont en baisse de 2% pour le mil local et de 5% pour le maïs blanc et le sorgho blanc. Sur les marchés de détail, les prix ont évolué également en hausse par rapport au trimestre précédent avec des variations de 3% pour le mil et de 7% pour le maïs blanc et le sorgho blanc. Comparativement au premier trimestre de 2010, les prix sont en baisse de 10% pour le sorgho blanc et de 7% pour le maïs blanc et le mil local.

Les prix moyens du sac de 100 Kg, sur les marchés de collecte, étaient à 12 000 FCFA pour le maïs blanc, 15 000 FCFA le mil local et 12 500 FCFA pour le sorgho blanc. Sur les marchés urbains, les prix étaient en moyenne de 14 000 FCFA pour le maïs blanc, 16 000 FCFA pour le mil local et 13 500 FCFA pour le sorgho blanc. Les prix les plus élevés ont été observés sur les marchés des régions de Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et du Sahel (Dori, Gorom-Gorom) avec des moyennes de prix de 20 500 FCFA pour le mil local, 18 500 FCFA pour le sorgho blanc et 17 500 FCFA pour le maïs blanc. Quant aux prix les moins élevés, ils se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Cascades (Douna) et des Hauts-Bassins (Faramana, N'Dorola) avec des moyennes de prix de 11 500 FCFA le mil local, 8 300 FCFA le sorgho blanc et 8 500 FCFA le maïs blanc.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2009	2010	2010	2010	2010	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	27,6	150,6	1,5	0,0	24,8		-9,9%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	106,6	97,1	110,6	106,4	128,2	20,5%	20,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	33,9	145,2	10,9	8,6	36,8	329,8%	8,4%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 160,2	1 113,2	1 108,5	1 083,3	1 379,8	27,4%	18,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	130,0	134,5	146,5	145,5	166,8	14,7%	28,3%
BOISSONS ET TABAC	110,2	93,9	123,0	120,9	127,5	5,5%	15,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	89,9	73,1	224,4	48,1	45,2	-6,2%	-49,8%
BOULANGERIES, MEUNERIES	111,0	97,6	115,4	117,5	118,3	0,7%	6,6%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	98,5	104,0	84,1	75,1	130,5	73,7%	32,5%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	97,9	91,5	105,7	94,7	156,8	65,6%	60,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	90,0	88,3	73,0	68,7	66,0	-3,9%	-26,6%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	131,3	154,3	113,5	154,2	349,5	126,7%	166,2%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	104,4	97,5	121,4	70,7	64,0	-9,4%	-38,7%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	153,0	131,4	131,8	135,0	153,6	13,7%	0,4%
TOTAL GENERAL HORS BTP	119,4	138,8	135,0	120,6	139,6	15,8%	16,9%
IHPI	123,9	137,8	134,6	122,5	141,5	15,5%	14,2%



Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

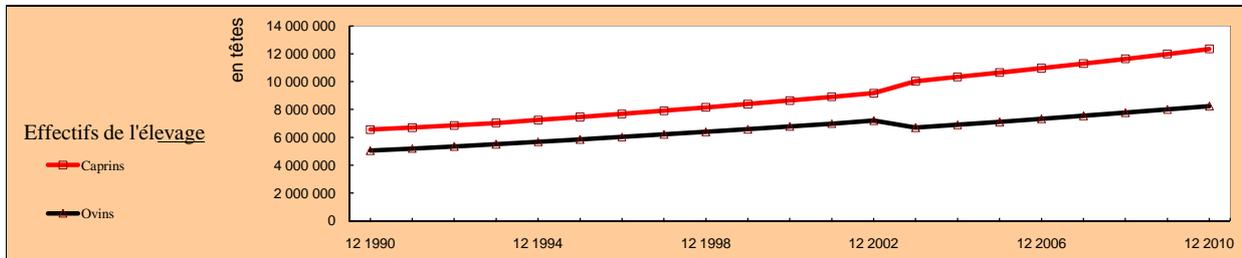
Au quatrième trimestre 2010, on a assisté à une poursuite de la croissance de l'activité industrielle. En effet, l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2007 s'est établi à 141,5, soit une augmentation de 15,5% en glissement trimestriel et une hausse de 14,2% par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente 2009.

Les principaux secteurs ayant contribué à cette amélioration de l'activité des unités industrielles sont l'industrie extractive dont l'indice a atteint 1379,8, le BTP (153,6) et les industries textiles (156,8).

Le secteur des boissons et tabacs a également connu une croissance matérialisée par une amélioration de l'indice en glissement annuel de 15,6% et 5,5% en glissement trimestriel. Pour le secteur énergétique par contre, on a enregistré une baisse de l'indice de 9,4% en glissement trimestriel et 38,7% en glissement annuel.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Croissance moyenne	
						2006-2010	2009-2010
Effectif de bovins (en têtes)	7 759 000	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 324 000	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 966 000	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	33 329	34 329	35 359	36 420	37 512	3,0%	3,0%



EFFECTIFS DU CHEPTTEL

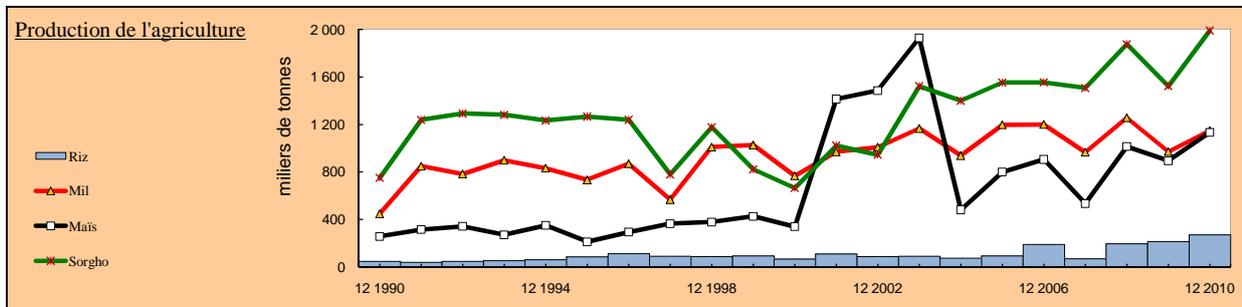
Le cheptel national a progressé de façon constante et régulière de 2% par an pour les bovins, de 3% pour les petits ruminants (ovins et caprins) et la volaille. Cette croissance linéaire ne tient pas compte des phénomènes conjoncturels pouvant survenir au cours des années.

Ce cheptel contribue pour plus de 18% à la formation du PIB, représente 26% des exportations en valeur et constitue une source de revenu pour les ménages.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Croissance moyenne	
						2006-2010	2009-2010
Production brute totale de céréales	3 858 224	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	4,3%	25,8%
dont : Production brute de mil	1 198 656	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	-1,1%	18,2%
dont : Production brute de sorgho	1 553 830	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	6,4%	30,8%
dont : Production brute de maïs	905 713	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	5,8%	26,7%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	189 176	68 916	195 102	213 584	270 658	9,4%	26,7%



Ce trimestre a été marqué par la restitution des résultats définitifs de la campagne agricole 2010/2011. Par rapport aux résultats prévisionnels, il n'y a pas eu de grandes modifications au niveau de la production céréalière nationale.

La production céréalière définitive nationale 2010-2011 est estimée à 4 560 574 tonnes. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2009-2010, cette production céréalière de la présente campagne est en hausse de 26%. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, son accroissement est de 24%. De façon spécifique, il ressort une production définitive de 1 147 894 tonnes pour le mil, de 1 133 452 tonnes pour le maïs et de 1 990 227 tonnes pour le sorgho (blanc et rouge). L'excédent brut céréalière définitif de la campagne 2010/2011 est estimé à 757 071 tonnes et les intentions d'importation des opérateurs économiques se chiffrent à 314 609 tonnes. Ce qui donne un bilan céréalière consolidé net de 1 073 623 tonnes et un disponible apparent par habitant de 266 kg.

Concernant le taux de couverture des besoins céréalières, vingt quatre (24) provinces sont excédentaires, avec des taux de couverture des besoins élevés, atteignant ou dépassant 120%, treize (13) provinces sont en situation d'équilibre, avec des taux de couverture compris entre 90% et 120% et huit (08) provinces sont en situation de taux de couverture faible, inférieur 90% ((Kadiogo, Séno, Boulkiemdé, Yagha, Comoé, Ouhitenga, Passoré, Bazega).

Dans l'ensemble, la disponibilité des céréales tant au niveau paysan que commerçant est assez importante. De même le comportement actuel du marché ne laisse pas entrevoir une situation de crise alimentaire généralisée car l'offre existe et l'évolution des prix des céréales semble normale. Par conséquent, l'installation de la période de soudure sera normale (Juillet-Août) à l'exception des zones à faible taux de couverture céréalière où elle sera plus précoce (Avril-Mai).

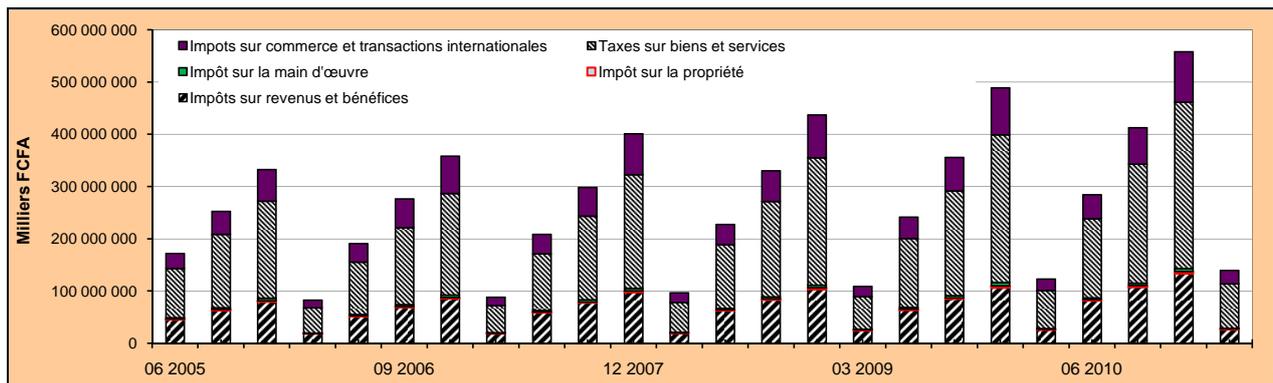
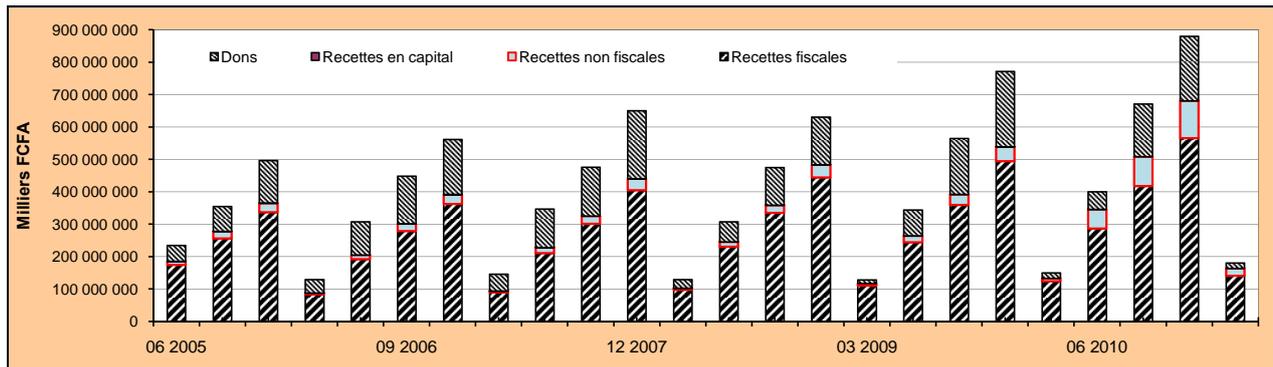
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

Le premier trimestre de l'année 2011 a été marqué par une volonté du gouvernement à consolider les acquis engrangés au cours du précédent exercice budgétaire. La poursuite et le renforcement des politiques en matière de finances publiques ont contribué à améliorer le niveau de mobilisation des recettes ainsi qu'à maîtriser les dépenses publiques. De ce fait, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit base engagement de 58,9 milliards francs CFA, en recule de 31% par rapport à la même période en 2010.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	960 991 120	150 101 641	399 970 610	670 626 857	880 219 148	180 645 842	18,8%	20,3%
Recettes totales	700 745 374	132 867 404	345 940 678	508 725 433	681 279 432	163 623 022	23,3%	23,1%
Recettes courantes	700 745 374	132 867 368	345 940 527	508 725 264	681 279 200	163 623 005	23,3%	23,1%
Recettes fiscales	609 133 462	124 289 843	287 012 391	417 384 786	565 749 861	140 735 363	23,1%	13,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	158 504 041	26 131 308	82 360 474	107 586 714	133 581 198	26 695 121	16,8%	2,2%
Impôt sur la main d'œuvre	6 528 332	1 612 097	3 188 397	4 322 496	5 479 487	1 255 869	19,2%	-22,1%
Taxes sur biens et services	334 975 628	72 574 447	151 513 157	227 946 078	318 436 479	85 078 750	25,4%	17,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	98 342 448	21 925 376	45 382 617	69 751 870	96 759 726	25 424 876	25,9%	16,0%
Autres recettes fiscales	6 527 144	1 284 272	2 881 159	4 624 088	7 332 991	1 410 620	21,6%	9,8%
Recettes non fiscales	23 737 053	8 577 525	58 928 136	91 340 478	115 529 339	22 887 642	96,4%	166,8%
Recettes en capital	0	36	151	169	232	17		-52,8%
Dons	260 245 746	17 234 237	54 029 932	161 901 424	198 939 715	17 022 820	6,5%	-1,2%
Projets	130 371 746	13 643 524	25 028 823	40 568 023	40 568 023	51 127 271	3,6%	-65,6%
Programmes	129 874 000	3 590 713	29 001 109	121 333 401	147 812 444	12 331 762	9,5%	243,4%



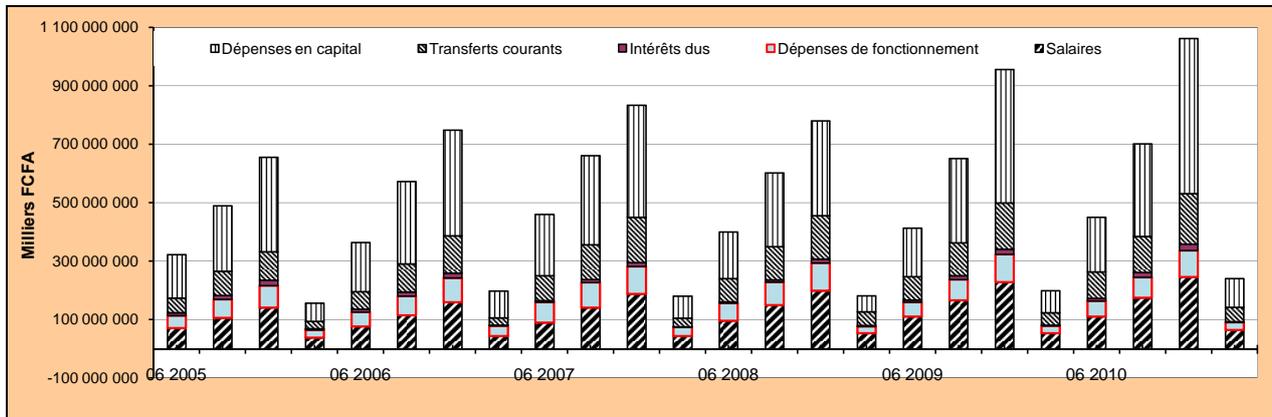
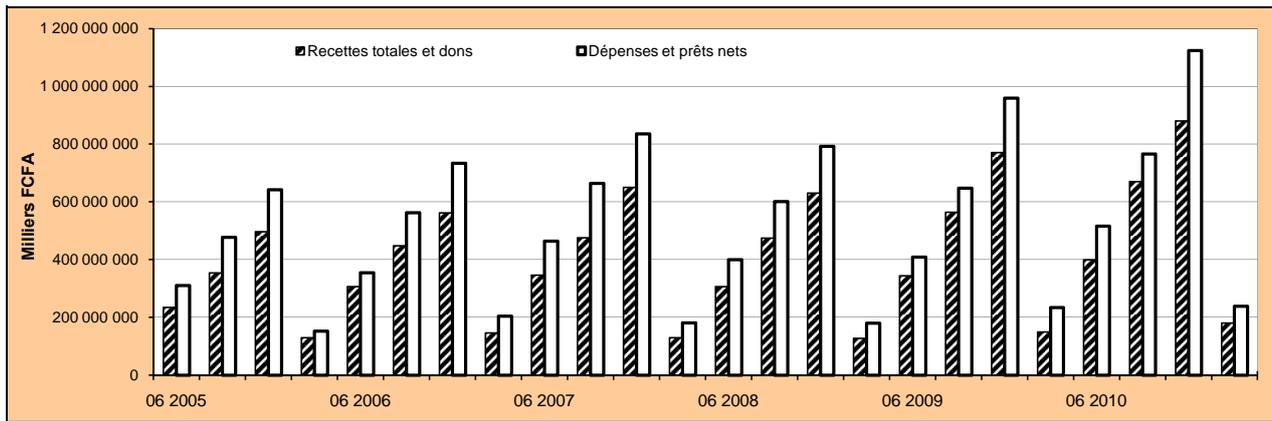
Les recettes totales et dons sont ressortis à 180,6 milliards francs CFA, soit une hausse de 20,15% par rapport au premier trimestre de l'année 2010 par l'effet de l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes fiscales ainsi que des recettes non fiscales. Au titre des recettes fiscales, une augmentation de 16,3 milliards francs CFA (soit 13,07%) a été observée en glissement annuel car celles-ci sont effectivement passées de 124,5 milliards francs CFA à 140,7 milliards francs CFA. Cette hausse a été principalement soutenue par celles des taxes sur les biens et services, de l'impôt sur le commerce et les transactions internationales et de l'impôt sur le revenu qui ont connu des variations respectives de +17,06%, +15,96% et +2,06%. Par ailleurs, le niveau de recouvrement des recettes non fiscales a plus que doublé en passant de 8,5 milliards francs CFA à 22,9 milliards francs CFA au cours de la même période.

Par contre, pour les dons, leur encaissement cumulé s'élève à seulement 17 milliards FCFA, soit une contraction de 1,2% par rapport à la même période en 2010, à cause de la lenteur du rythme de décaissement.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2010	2010	2010	2011		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 120 257 032	234 418 770	515 614 497	765 170 985	1 123 591 951	238 834 747	21,3%	1,9%
Dépenses	1 126 547 769	235 351 739	517 813 512	768 966 145	1 129 788 181	240 527 215	21,4%	2,2%
Dépenses courantes	560 856 402	123 050 780	263 280 799	385 101 247	530 872 106	141 738 690	25,3%	15,2%
Salaires	260 000 000	54 018 864	110 646 509	175 069 420	245 819 928	64 507 568	24,8%	19,4%
Dépenses de fonctionnement	101 100 000	24 356 873	52 933 568	70 220 481	90 764 421	26 108 736	25,8%	7,2%
Intérêts dus	21 006 783	2 278 872	8 803 381	16 199 692	21 354 240	2 606 039	12,4%	14,4%
Transferts courants	178 749 619	42 396 170	90 897 342	123 611 654	172 933 518	48 516 347	27,1%	14,4%
Dépenses en capital	565 691 367	75 659 369	186 842 579	316 174 764	531 225 941	98 788 524	17,5%	30,6%
financées sur ressources propres	263 719 311	30 700 970	90 139 403	154 128 246	323 536 504	64 324 780	24,4%	109,5%
Prêts nets	-6 290 737	-932 970	-2 199 015	-3 795 160	-6 196 230	-1 692 468	26,9%	81,4%



Le renforcement des mesures pour accompagner le secteur privé, le relèvement des dépenses courantes au niveau de la masse salariale et des transferts ont contribué à une légère hausse des dépenses publiques.

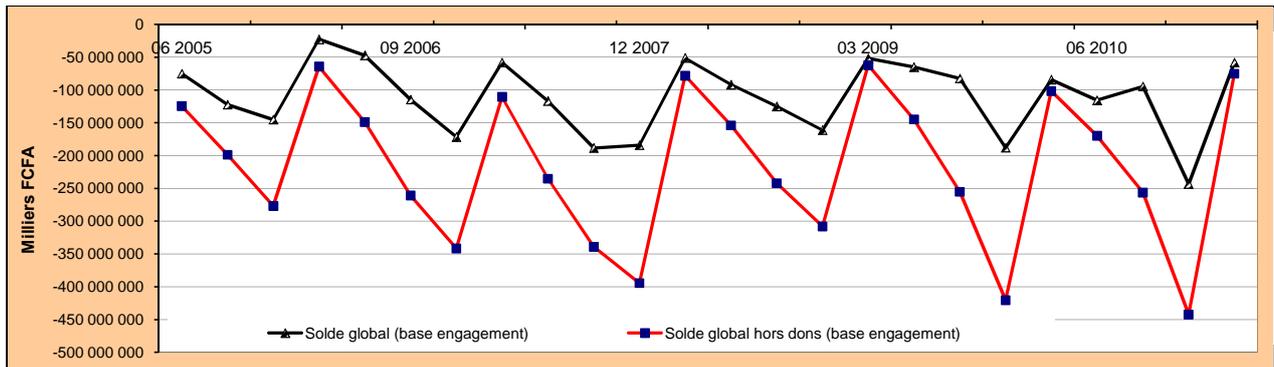
Au terme des trois premiers mois de 2011, les dépenses et prêts nets ont augmenté de 1,9% en glissement annuel pour atteindre 238,8 milliards de FCFA ; soit un taux d'exécution de 21,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale. Cette hausse est consécutive à l'accroissement des dépenses en capital (+30,6%), à celui des dépenses courantes (+15,2%) imputable principalement aux intérêts payés au titre de la dette (+14,4%), aux transferts courants (+14,4%) et aux dépenses de personnel (+19,4%).

La hausse des prix des produits pétroliers à la pompe a conduit le gouvernement à augmenter ses subventions à la consommation des produits pétroliers notamment à la SONABEL pour la production de l'électricité et du gaz butane.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-159 265 912	-84 317 129	-115 643 887	-94 544 128	-243 372 803	-58 188 904	36,5%	-31,0%
Solde global hors dons (base engagement)	-419 511 658	-101 551 366	-169 673 819	-256 445 552	-442 312 518	-75 211 725	17,9%	-25,9%
Solde primaire	-103 532 819	-99 272 493	-160 870 438	-240 245 860	-420 958 279	-72 605 686	70,1%	-26,9%
Solde de base	-124 539 602	-56 605 216	-73 469 961	-96 297 033	-238 418 441	-41 014 380	32,9%	-27,5%
Solde global (base caisse)	-159 265 912	-105 137 585	-132 382 877	-115 300 758	-198 914 844	-59 220 246	37,2%	-43,7%
Solde global hors dons (base caisse)	-419 511 658	-122 371 822	-186 412 809	-277 202 182	-397 854 560	-76 243 066	18,2%	-37,7%

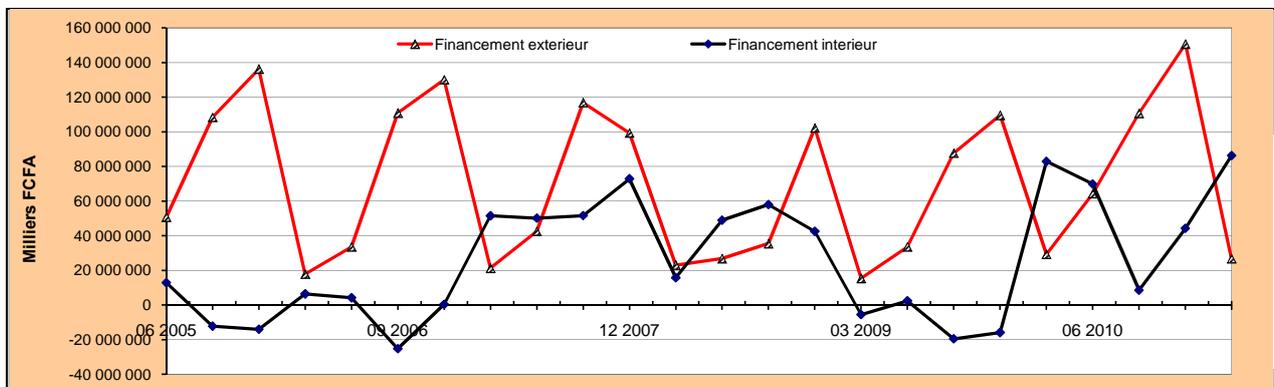


Ainsi, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin Mars 2011 s'est soldée par un déficit base engagement de 58,8 milliards francs CFA contre 84,3 milliards francs CFA à fin mars 2010 ; soit un recule de 31%.

En tenant compte des divers ajustements, le déficit global base caisse s'est chiffré à 59,2 milliards de FCFA et il a été financé par des apports extérieurs nets de 26,7 milliards FCFA et des apports intérieurs nets à hauteur de 86,3 milliards FCFA.

Le financement extérieur a surtout été caractérisé par des emprunts projets de 29,5 milliards de FCFA contre 31,3 milliards de FCFA en 2010. Le financement intérieur a été marqué par la réalisation avec succès de deux opérations d'émission de bons du Trésor pour un montant de plus de 54 milliards francs CFA. Ce succès témoigne de la confiance et de la qualité opérations du trésor burkinabé.

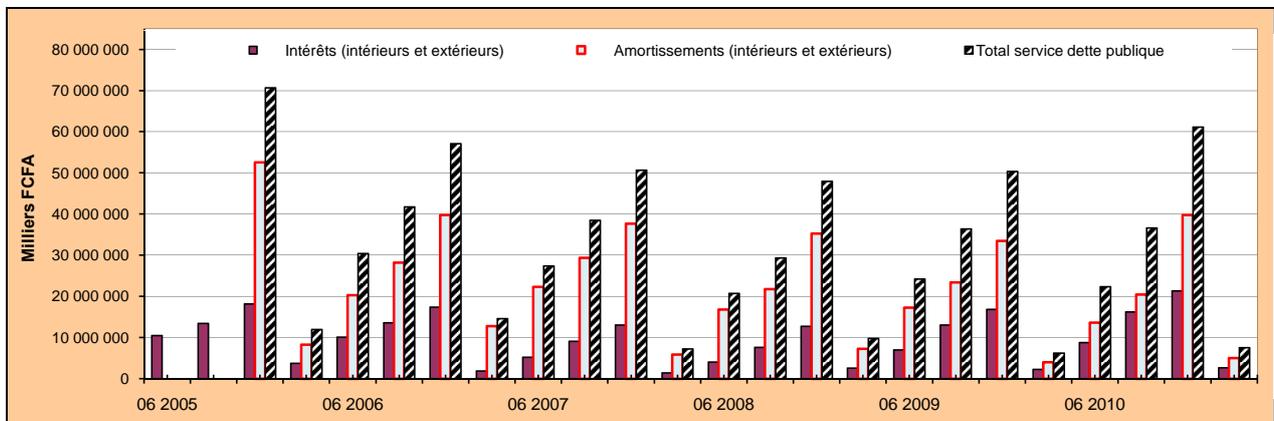
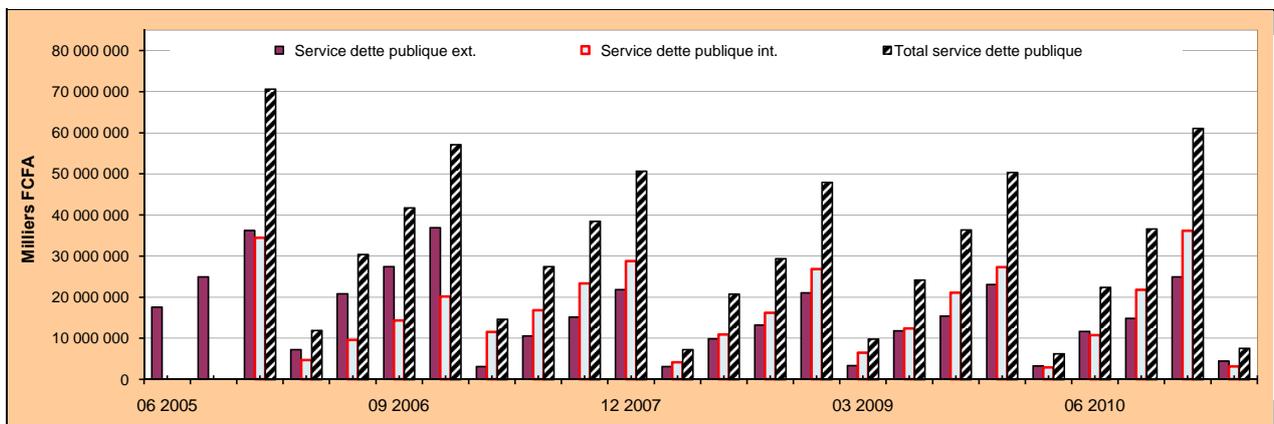
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	134 407 093	112 129 801	134 092 689	119 207 707	194 911 795	112 979 593	84,1%	0,8%
Financement extérieur	142 916 038	29 289 342	64 270 328	110 674 270	150 676 389	26 707 962	18,7%	-8,8%
Décassements extérieurs	164 600 310	31 302 625	71 175 035	119 580 497	165 413 780	29 506 287	17,9%	-5,7%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-21 684 272	-2 013 284	-6 904 707	-8 906 227	-14 737 390	-2 798 325	12,9%	39,0%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	-8 508 945	82 840 460	69 822 361	8 533 437	44 235 406	86 271 631	-1013,9%	4,1%
Financement bancaire	5 345 255	72 846 687	65 172 200	-12 484 629	42 409 367	58 779 167	1099,7%	-19,3%
Secteur non bancaire	-13 854 200	9 993 773	4 650 161	21 018 065	1 826 039	27 492 464	-198,4%	175,1%
Gap de financement	0	-6 992 216	-1 709 812	-3 906 948	4 003 049	-53 759 347		668,8%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2010	2010	2010	2011		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	46 503 854	6 242 672	22 400 154	36 642 951	61 132 731	7 591 125	16,3%	21,6%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	3 963 799	13 596 773	20 443 259	39 778 492	4 985 087	15,2%	25,8%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	13 613 503	2 278 872	8 803 381	16 199 692	21 354 240	2 606 039	19,1%	14,4%
Service dette publique int.	25 178 936	2 943 320	10 761 415	21 822 350	36 192 202	3 138 368	12,5%	6,6%
Amortissements	18 330 195	1 950 515	6 692 065	11 537 032	25 041 102	2 186 762	11,9%	12,1%
Intérêts	6 848 741	992 805	4 069 349	10 285 317	11 151 101	951 606	13,9%	-4,1%
Service dette publique ext.	21 324 918	3 299 351	11 638 739	14 820 601	24 940 529	4 452 758	20,9%	35,0%
Amortissements	14 560 156	2 013 284	6 904 707	8 906 227	14 737 390	2 798 325	19,2%	39,0%
Intérêts	6 764 762	1 286 068	4 734 032	5 914 374	10 203 139	1 654 433	24,5%	28,6%
Service dette ext./recettes totales	3,0%	2,5%	3,4%	2,9%	3,7%	2,7%	89,4%	9,6%

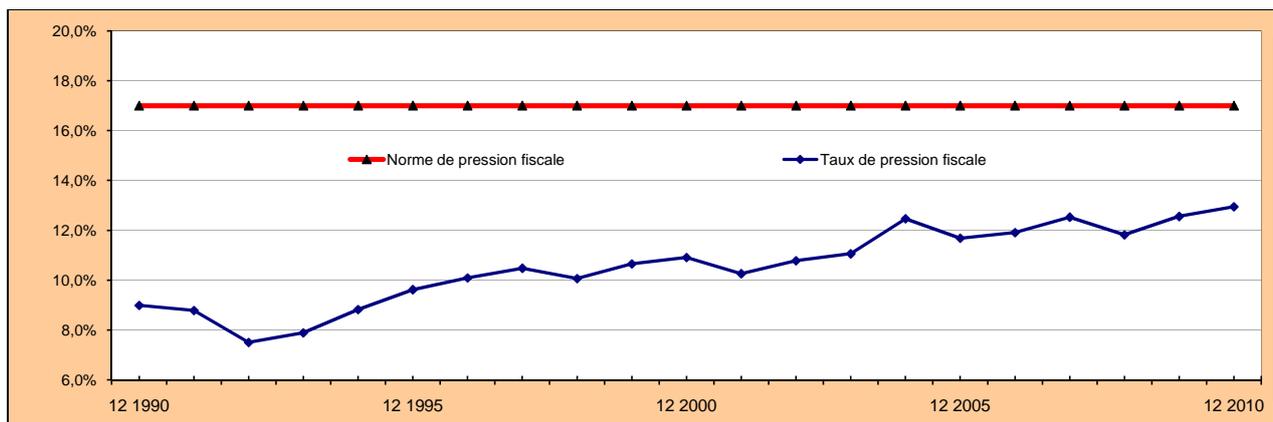


A la fin du 1er trimestre 2011, le service de la dette publique s'est établi à 7,6 milliards de FCFA; en hausse de 21,6% par rapport à fin mars 2010. En outre, seulement 4,6% des recettes totales ont été destinées au paiement de la dette extérieure alors que ce ratio était de 4,7% un an plus tôt. Cette baisse 0,1 point du ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est le signe d'un recul de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010
Critères de 1er rang						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	$\geq 0\%$	-4,8%	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-4,1%
Taux d'inflation	$\leq 3\%$	2,4%	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,4%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq 70\%$	18,9%	25,1%	24,6%	27,5%	26,4%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	$\geq 20\%$	42,7%	35,2%	43,7%	47,6%	57,2%
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq 35\%$	44,1%	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	$\leq 5\%$	-12,3%	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,4%
Taux de pression fiscale	$\geq 17\%$	11,9%	12,5%	11,8%	12,6%	13,0%



Sources : M.E.F.

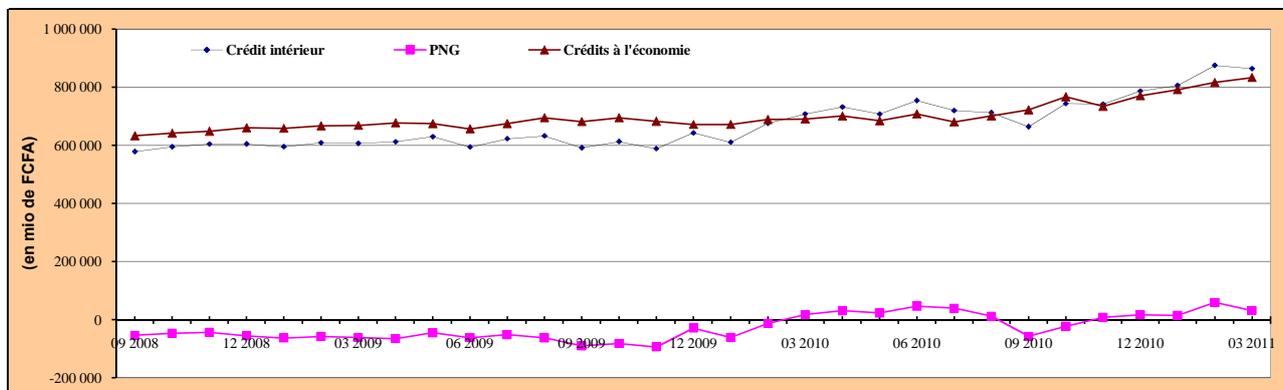
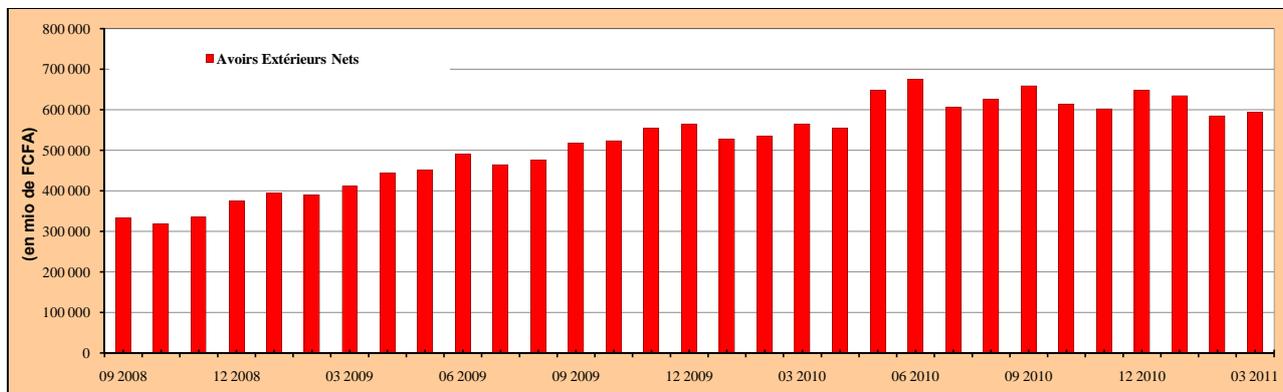
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

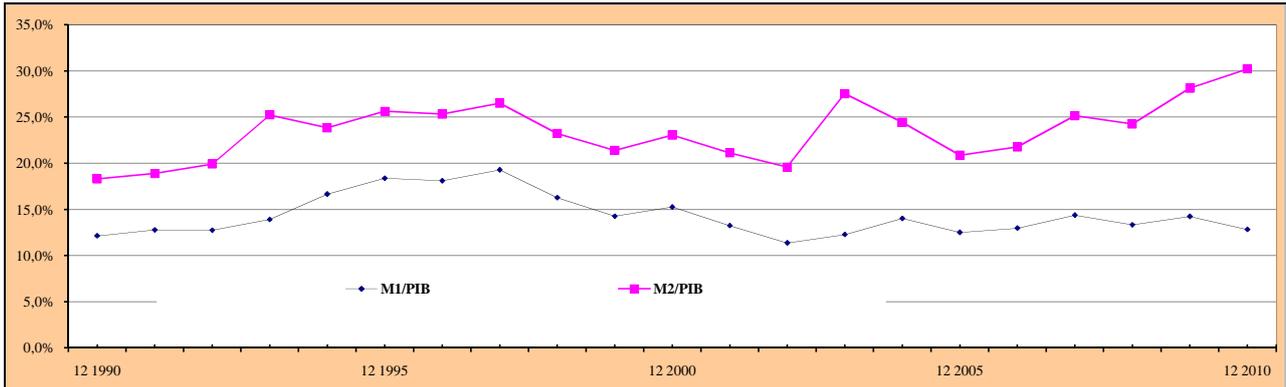
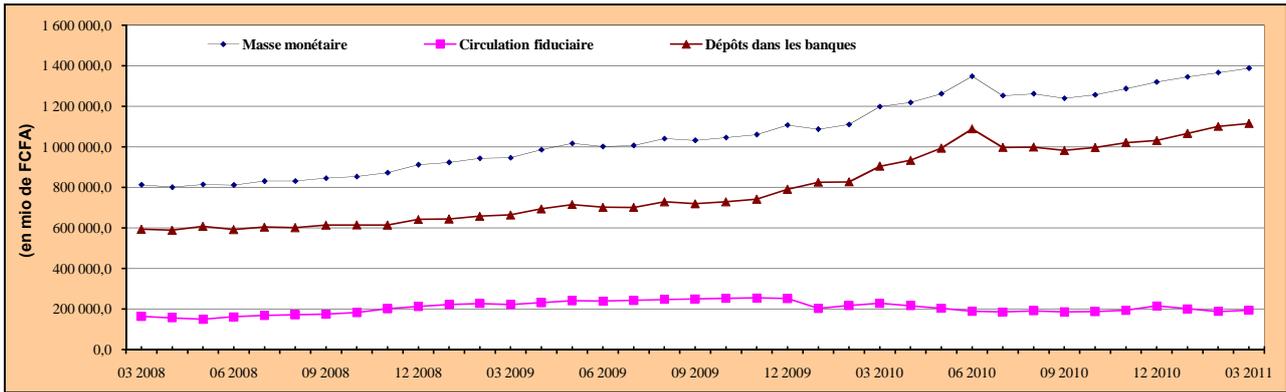
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2010 et fin mars 2011 ont été caractérisés par une baisse des avoirs extérieurs nets (-8,2%) et une hausse du crédit intérieur (+9,8%) et de la masse monétaire (+5,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Avoirs Extérieurs Nets	564 932,0	675 488,7	659 469,3	647 533,1	594 243,5	-53 289,6	-8,2%	29 311,5	5,2%	
BCEAO	345 433,0	387 869,7	386 740,3	300 757,1	277 961,5	-22 795,6	-7,6%	-67 471,5	-19,5%	
Banques	219 499,0	287 619,0	272 729,0	346 776,0	316 282,0	-30 494,0	-8,8%	96 783,0	44,1%	
Crédit intérieur	707 842,7	754 348,3	664 076,2	787 290,6	864 341,0	77 050,3	9,8%	156 498,2	22,1%	
PNG	17 307,6	46 077,0	-57 701,7	16 680,7	31 113,8	14 433,0	86,5%	13 806,2	79,8%	
Crédits à l'économie	690 535,1	708 271,3	721 778,0	770 609,9	833 227,2	62 617,3	8,1%	142 692,0	20,7%	
dont crédits à court terme	382 324,0	391 118,6	416 948,9	464 327,9	462 038,2	-2 289,7	-0,5%	79 714,1	20,8%	
dont crédits de campagne	52 639,1	33 441,7	15 823,1	10 286,0	69 705,0	59 419,0	577,7%	17 065,9	32,4%	
dont crédits à moyen et long terme	255 572,0	283 711,0	289 006,0	295 996,0	301 484,0	5 488,0	1,9%	45 912,0	18,0%	
Masse monétaire	1 198 477,7	1 347 714,5	1 239 246,8	1 319 510,8	1 387 428,4	67 917,5	5,1%	188 950,6	15,8%	
Circulation fiduciaire	227 836,8	189 074,2	186 105,3	215 078,7	194 305,2	-20 773,5	-9,7%	-33 531,7	-14,7%	
Dépôts dans les banques	904 805,5	1 088 703,3	982 429,6	1 031 504,1	1 114 968,2	83 464,1	8,1%	210 162,7	23,2%	
dont dépôts à vue	422 812,5	461 603,3	418 311,6	440 231,1	510 213,2	69 982,1	15,9%	87 400,7	20,7%	
dont dépôts à terme	332 766,0	448 990,0	381 182,0	401 655,0	405 573,0	3 918,0	1,0%	72 807,0	21,9%	
Autres Postes Nets	74 297,0	82 122,5	84 298,7	115 312,9	71 156,1	-44 156,8	-38,3%	-3 140,9	-4,2%	

AGREGATS MONETAIRES	déc.06	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10
M1/PIB	13,0%	14,4%	13,3%	14,2%	12,8%
M2/PIB	21,8%	25,1%	24,2%	28,1%	30,2%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 594,2 milliards de FCFA à fin mars 2011 soit une régression de 53,3 milliards de FCFA (-8,2%). Cette baisse s'explique aussi bien par un repli des avoirs extérieurs nets des banques (-30,5 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin mars 2011, que de la Banque Centrale (-22,8 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 22,8 milliards de FCFA (-7,6%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts et des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 496,8 milliards de FCFA à fin mars 2011 contre 525,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit un recul de 28,7 milliards de FCFA (-5,5%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 218,8 milliards de FCFA à fin mars 2011 contre 224,8 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une baisse de 5,9 milliards de FCFA (-2,6%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, et des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 457,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 463,7 milliards de FCFA à fin mars 2011, soit une hausse de 6,1 milliards de FCFA (+1%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,8 milliards de FCFA à 147,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 36,6 milliards de FCFA (33%).

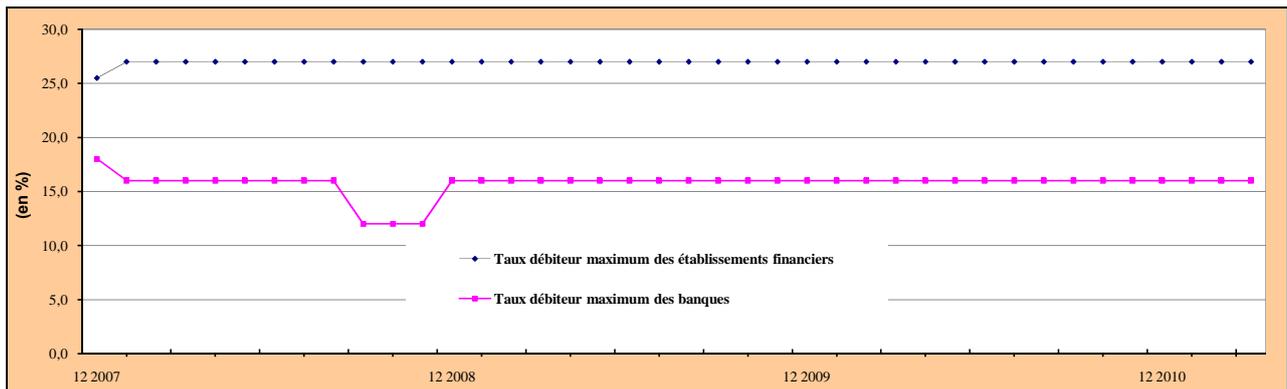
Le crédit intérieur a progressé de 77,1 milliards de FCFA (+9,8%) à fin mars 2011, en ressortant à 864,3 milliards de FCFA contre 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010 Cette progression est attribuable aussi aux crédits à l'économie qu'à la PNG. EN effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 62,6 milliards de FCFA (+8,1%), en passant de 770,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 833,2 milliards de FCFA à fin mars 2011. Quant à la PNG, elle s'est détériorée de 14 ,4 milliards de FCFA (+86,5%) sur la même période.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 5,1% (67,9 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin mars 2011, en s'établissant à 1.387,4 milliards de FCFA à fin mars 2011, contre 1.319,5 milliards de FCFA respectivement. Cette évolution est due exclusivement à une augmentation des dépôts en banques (83,5 milliards de FCFA, soit 8,1%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 20,8 milliards de FCFA, (-9,7%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2010	2. Trim. 2010	3. Trim. 2010	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du premier trimestre 2011, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25%, contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du premier trimestre 2011. Les taux débiteurs minimum et maximum moyens ont stagné au cours du premier trimestre 2011. En effet, le taux de base moyen bancaire ainsi que les taux débiteurs minimum et maximum se sont établis respectivement à 10,04%, 7,19% et 14,31% aux mois de janvier, février et mars 2011. Aussi, les taux débiteurs (minimums et maximums) ont-ils évolué dans la fourchette de 1,5% à 16,0%, le taux d'usure étant de 18,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au premier trimestre 2011. Ainsi, le taux de base moyen et les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 14,63%, 16,38% et 23,50% au cours des trois premiers mois de l'année 2011.

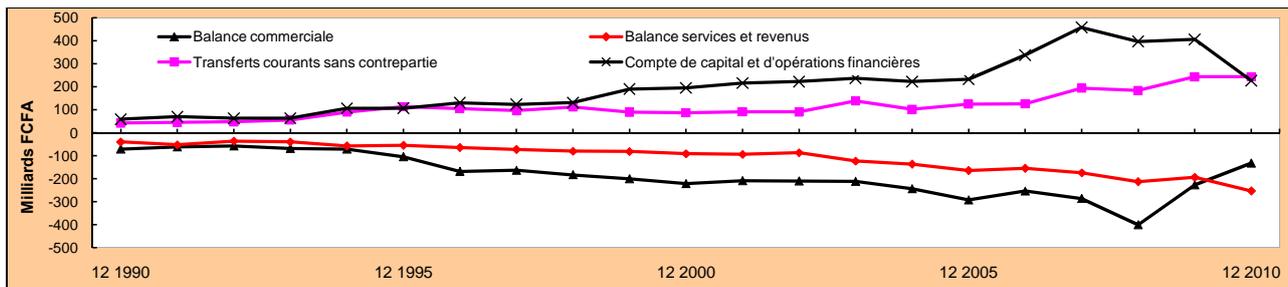
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la crise économique internationale difficile. Ces effets ont toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières. Ainsi, à fin décembre 2009, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2006	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	Var. 2010	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2009	Var./2008
Exportations de biens FOB	307,6	298,6	310,4	425,2	712,8	67,7%	51,6%
Importations de biens FOB	562,1	585,1	711,7	652,8	845,9	29,6%	9,0%
Balance commerciale	-254,5	-286,6	-401,4	-227,6	-133,0	-41,5%	-42,4%
Services	-154,9	-173,9	-211,6	-192,1	-248,9	29,6%	8,5%
Revenus	-0,2	-1,1	-1,6	-2,6	-4,7	81,3%	69,3%
Balance des services et revenus	-155,1	-175,1	-213,2	-194,7	-253,6	30,3%	9,1%
Transferts courants sans contrepartie	125,4	193,3	183,3	242,8	243,6	0,3%	15,3%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-284,2	-268,4	-431,3	-179,4	-143,0	-20,3%	-42,4%
Transferts en capital	818,8	140,2	85,9	132,9	98,8	-25,6%	7,3%
Opérations financières	-481,3	317,8	310,9	272,7	127,6	-53,2%	-35,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	337,5	457,9	396,8	405,6	226,5	-44,2%	-24,5%
Erreurs et omissions	-3,7	-1,5	1,5	-1,4	0,5		-45,1%
Solde global	49,6	188,1	-33,0	224,7	83,9	-62,7%	



Cette amélioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que celle des entrées nettes de flux au titre des opérations financières.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont-elles contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 83,9 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 36,4 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+287,7 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-193,1 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 712,8 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 67,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+268,8 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (14,2 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 845,9 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 29,6% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,6 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +226,5 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 179,1 milliards de FCFA (-44,2%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,8 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,1 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 145,0 milliards de FCFA, en se situant à 127,6 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +83,9 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	232 408,0	258 876,9	284 541,6	291 432,4	272 058,6	-6,6%	17,1%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 162,5	2 596,9	2 985,6	3 227,6	3 148,3	-2,5%	-0,4%
Produits du règne végétal	14 509,2	16 312,5	17 947,7	15 129,6	19 625,6	29,7%	35,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 849,8	1 821,7	2 896,6	4 043,9	1 907,4	-52,8%	3,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	17 388,6	17 787,3	17 063,3	18 753,9	15 979,3	-14,8%	-8,1%
Produits minéraux	55 926,4	70 484,1	73 263,2	68 868,8	69 086,1	0,3%	23,5%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	30 433,5	39 292,1	38 190,5	22 645,1	42 571,9	88,0%	39,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	9 802,0	10 965,5	12 579,3	12 294,7	9 320,2	-24,2%	-4,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	195,7	149,2	267,9	195,1	158,6	-18,7%	-19,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 042,4	1 079,7	830,8	821,0	930,4	13,3%	-10,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 331,0	6 202,7	7 884,0	5 001,6	3 847,3	-23,1%	-11,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 819,3	6 075,2	5 977,9	11 968,5	7 777,2	-35,0%	14,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	783,3	1 218,3	918,8	826,7	962,8	16,5%	22,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 961,6	1 949,0	1 966,9	2 537,6	1 853,2	-27,0%	-5,5%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	14,5	30,3	26,4	31,6	33,2	5,1%	129,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	19 603,7	21 885,1	25 662,6	22 226,0	19 092,0	-14,1%	-2,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	36 867,9	32 261,2	45 358,5	50 129,5	39 268,8	-21,7%	6,5%
Matériel de transport	22 087,0	22 431,9	25 731,7	43 597,5	29 211,7	-33,0%	32,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 789,7	2 770,7	2 190,1	5 527,5	4 126,0	-25,4%	47,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	154,1	640,2	803,6	407,8	692,5	69,8%	349,4%

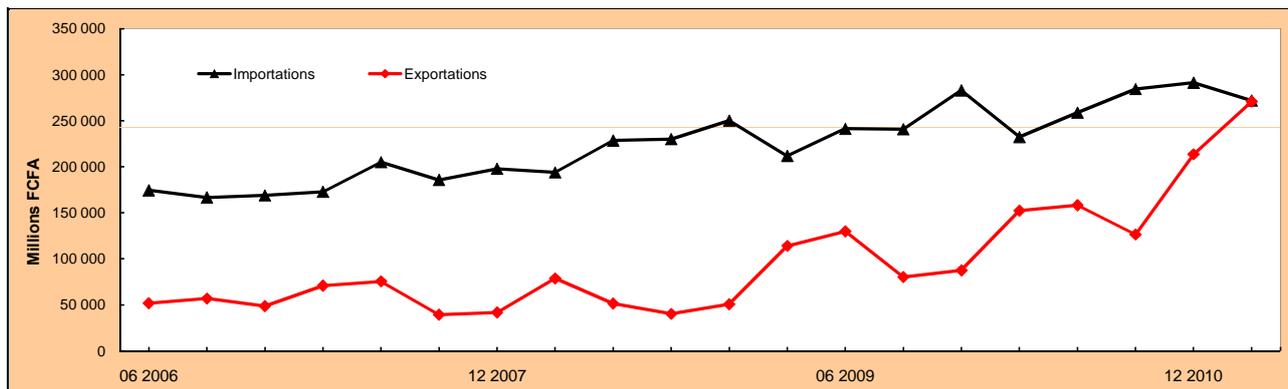
Après la légère hausse en fin d'année 2010 de 2,4% en glissement trimestriel, les importations enregistrent en ce début d'année un repli de 6,6% par rapport au quatrième 2010. La valeur totale des importations passant ainsi de 291,4 milliards de francs CFA au quatrième trimestre 2010 à 272,1 milliards de francs CFA au premier trimestre 2011, soit une baisse de 19,3 milliards de francs CFA.

Cette baisse est principalement imputable à une baisse trimestrielle des importations des matériels de transport de 14,4 milliards de francs CFA et des machines et matériels électriques de 10,9 milliards de francs CFA, malgré la hausse des importations des produits chimiques et des industries connexes de 19,9 milliards de francs CFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 17,1% est observée par rapport au premier trimestre de 2011. Les importations des hydrocarbures enregistrent la principale progression significative avec une différence de +13,2 milliards de francs CFA, soit +23,5% de glissement annuel; suivi de près par les produits des industries chimiques et connexes pour 12,1 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +39,9%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	152 237,7	158 210,8	126 405,2	213 425,0	270 661,5	26,8%	77,8%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 121,6	1 311,0	1 511,7	1 522,9	1 591,9	4,5%	41,9%
Produits du règne végétal	21 983,8	11 373,8	7 745,8	10 900,2	20 317,2	86,4%	-7,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	17 880,9	4 609,4	2 775,4	9 947,8	15 766,3	58,5%	-11,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	812,2	453,5	367,0	204,2	888,2	334,9%	9,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 401,1	2 893,3	1 714,7	1 790,8	1 983,7	10,8%	-17,4%
Produits minéraux	825,0	907,8	797,0	1 782,9	1 190,3	-33,2%	44,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	212,0	1 679,4	312,8	200,5	1 124,9	461,0%	430,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	83,4	87,9	1 037,4	94,8	66,7	-29,6%	-20,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	24,7	808,0	527,7	224,9	443,9	97,3%	1700,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	13,0	5,7	9,8	13,8	3,8	-72,6%	-71,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	11,6	22,7	1,9	50,5	36,0	-28,7%	209,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	51 937,6	38 434,0	2 334,9	21 134,6	41 050,5	94,2%	-21,0%
dont coton fibre	51 040,8	37 283,0	1 638,2	20 357,9	38 342,0	88,3%	-24,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,5	0,5	0,0	1,1	5,0	373,6%	863,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	66,1	96,6	44,5	49,5	71,1	43,6%	7,6%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	68 849,0	96 789,5	103 493,6	169 598,9	198 118,8	16,8%	187,8%
dont or	68 846,9	96 789,4	103 493,6	169 598,9	198 118,8	16,8%	187,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	895,0	606,0	1 058,3	828,0	647,0	-21,9%	-27,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 093,9	936,7	1 163,2	4 329,9	1 702,3	-60,7%	-18,7%
Matériel de transport	474,6	1 276,8	320,6	351,7	996,5	183,3%	110,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	84,8	179,6	142,7	141,2	158,8	12,5%	87,2%
Marchandises et produits divers	215,4	306,2	435,5	131,4	107,6	-18,1%	-50,1%



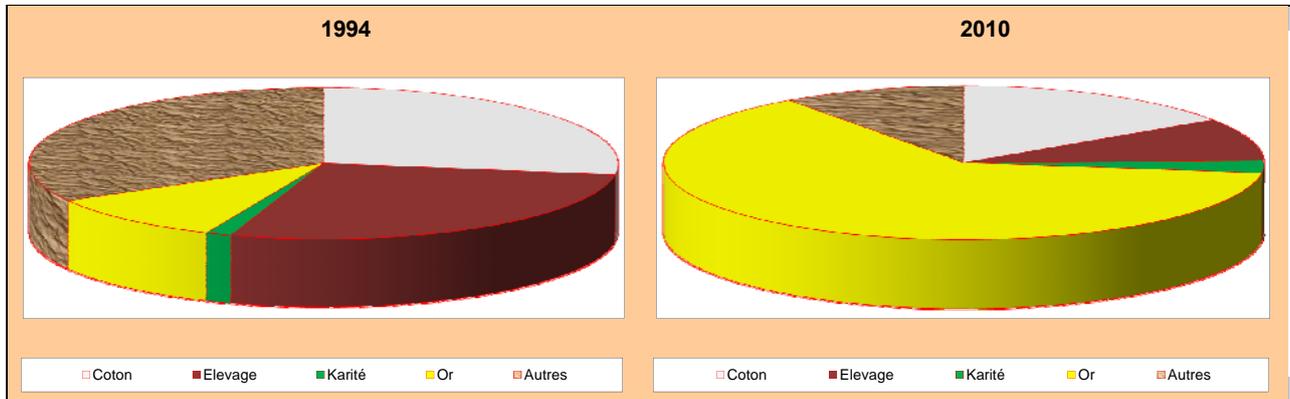
Les exportations au premier trimestre 2011 ont presque doublé de valeur comparativement au premier trimestre 2010. Cette importante hausse est principalement attribuable à la l'importante hausse des exportations de l'or de 129,3 milliards de FCFA malgré le repli des exportations de coton de 12,3 milliards de francs CFA.

En effet, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or et du dollar avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui passent le cap des cent (103,5) milliards de francs CFA au troisième trimestre 2010.

En glissement annuel, les exportations d'or ont quasiment doublé en valeur (hausse de +187,8%) et confirme la place de plus en plus importante qu'occupe cette pierre précieuse dans les entrées de devises au Burkina Faso.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1994	2007	2008	2009	2010
Part du coton dans total	27,4%	55,7%	33,1%	22,8%	15,6%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	15,2%	16,3%	14,2%	9,0%
Part du karité dans total	1,4%	4,5%	5,4%	4,2%	2,6%
Part de l'or dans total	10,2%	5,4%	22,6%	42,3%	62,9%
Part des autres produits dans total	33,3%	19,1%	22,5%	16,6%	9,9%

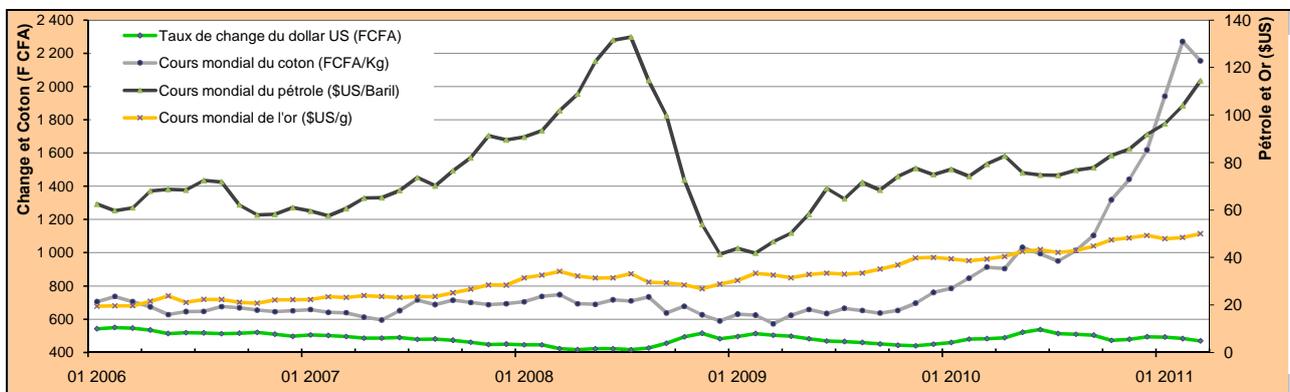


Depuis 2008, par la grâce de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. En effet, d'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (27,7%) et celles du coton (27,4%) en 1994, il ressort une prédominance de l'or avec 62,8% de la part des exportations en 2010. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 22,3 tonnes en 2010 mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur. La production industrielle devrait cependant se stabiliser les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2010	2010	2011	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	473,9	515,3	508,8	481,7	481,3	-0,1%	1,6%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	76,9	77,7	76,4	86,8	104,9	20,8%	36,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 788,3	1 894,3	2 010,0	3 025,7	4 413,3	45,9%	146,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,1	42,1	43,3	48,3	48,8	0,9%	24,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	36,4	40,0	38,8	41,8	50,4	20,5%	38,4%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	848,1	976,4	1 022,1	1 459,2	2 122,0	45,4%	150,2%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	18,5	21,7	22,0	23,3	23,5	0,8%	26,6%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,023	0,024	0,026	0,035	0,042	20,9%	81,0%



. Taux de change du dollar :

Le dollar conserve au premier trimestre 2011 sa tendance d'appréciation amorcée depuis juillet 2010. Après une dépréciation de 4,6% (en variation trimestrielle) au quatrième trimestre 2010, le Franc CFA s'est apprécié de 4,6% au premier trimestre pour se situer à 469 FCFA à la fin du premier trimestre 2011 contre 494 FCFA au quatrième trimestre 2010. En glissement annuel, il est en appréciation de 2,9% contre une dépréciation de 3,1% en décembre 2010. La chute vertigineuse du dollar par rapport à l'euro serait en partie imputable au regain de confiance dans la zone Euro, et les politiques d'assainissement des finances publiques en vigueur dans la zone devraient entretenir la remontée de l'Euro.

. Prix des produits exportés :

Le cours du coton conserve sa forte envolée amorcée depuis août 2010, avec une légère détente de 2,3% en Mars 2011. En glissement trimestriel, il a enregistré une hausse de 16,4% au premier trimestre 2011 contre une hausse de 17,3% au dernier trimestre 2010. Toutefois, le prix moyen de la tonne de coton au premier trimestre 2011 reste nettement supérieur à son niveau du trimestre précédent de 46%, passant ainsi de 3025,6 \$US à 4413,3 \$US la tonne. En glissement annuel, la valeur du coton a progressé de 142,8%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une hausse de 11,0% et 135,9% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ressorti en moyenne à 2122,1 FCFA au premier trimestre 2011 contre 1459,2 FCFA un trimestre plutôt. La faiblesse des stocks mondiaux de coton, la forte demande et la très faible quantité de coton non vendu de 2010/2011 devraient entretenir la hausse des prix en 2011/2012, surtout que la quasi-totalité de l'offre mondiale de la campagne à venir a déjà été vendue à terme.

Après une légère baisse (-2,4%) au début du premier trimestre 2011, le cours mondial de l'once d'or a renoué avec sa hausse vertigineuse. En glissement trimestriel, il a augmenté de 4,5% au premier trimestre 2011 contre une hausse également de 3,5% un trimestre plutôt, passant ainsi de 48,2\$US/g à 48,7 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 27,2%. En FCFA, il est resté stable en glissement trimestriel, passant ainsi de 23210 FCFA/g en moyenne au dernier trimestre 2010 à 23423,3 FCFA/g au premier trimestre 2011. Les signes de plus en plus rassurants de la reprise de l'activité économique mondiale et le regain de confiance en Europe et aux USA pourraient remonter la préférence des acteurs du monde financier pour les devises et induire une baisse du cours de l'once. Toutefois, l'embellie du cours de l'or en vigueur devrait améliorer davantage les recettes d'exportation du Burkina. Les quantités exportées ayant franchi la barre des 23 tonnes en 2010 et 8,7 tonnes pour uniquement le premier trimestre 2011.

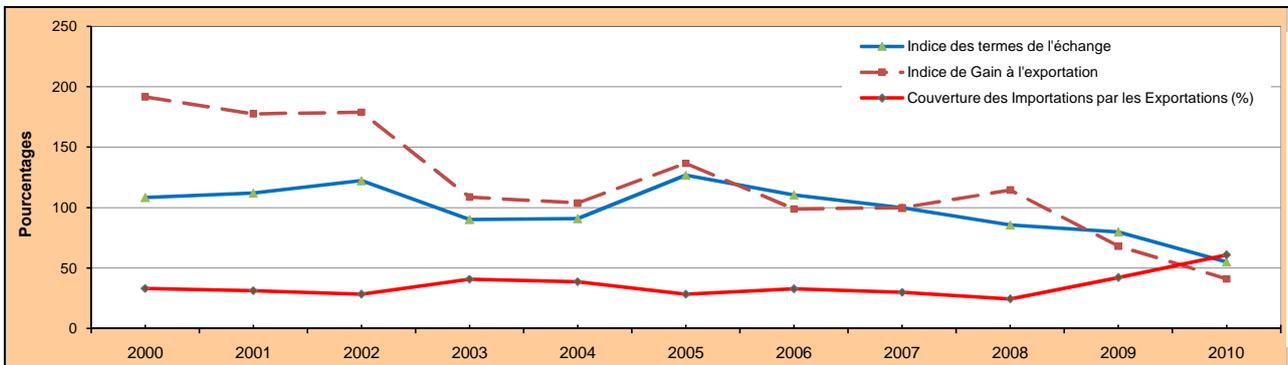
. Prix des produits importés :

Le cours mondial du baril de pétrole conserve sa hausse vertigineuse amorcée depuis août 2010, enregistrant ainsi une variation trimestrielle de l'ordre de +19% contre +10,7% au quatrième trimestre 2010. En glissement annuel, il reste nettement supérieur à son niveau de Mars 2010 de 44,3%. En FCFA, le cours du pétrole a varié de +13,3% et de +40,2% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. Le FMI prévoit un choc pétrolier en 2011 avec un prix du baril de l'ordre 150 \$US. Cette perspective pourrait induire une pression sur les prix à la pompe et sur les prix des autres produits de grande consommation au

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2006	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	Var. 2010	
						Var./2009	Var./2008
Indice prix à l'importation	86,2	100,0	126,6	146,7	209,6	42,9%	65,6%
Indice prix à l'exportation	95,2	100,0	108,3	117,3	115,3	-1,7%	6,4%
Indice des termes de l'échange	110,5	100,0	85,6	79,9	55,0	-31,2%	-35,7%
Indice de gain à l'exportation	98,9	100,0	114,6	68,1	41,0	-39,9%	-64,2%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	32,8	29,9	24,5	42,1	60,9	44,6%	148,8%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 42,1% en fin 2009 puis de 60,9% en fin 2010.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion et des Statistiques de l'Elevage
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI).

Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant.

Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP